

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 4 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEDIFRAIS

6 RUE NUNGESSER ET COLI
ZAC ENTREE SUD
95500 Gonesse

Références : ud95-2024-0544

Code AIOT : 0006514085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juin 2024 dans l'établissement SEDIFRAIS implanté 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse. L'inspection a été annoncée le 17 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'une inspection courante du site, une autre inspection dite généraliste "équipements sous pression ou ESP" sur deux équipements en activité sur le site a été réalisée. C'est l'objet du présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEDIFRAIS
- 6 RUE NUNGESSER ET COLI ZAC ENTREE SUD 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006514085
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDIFRAIS exploite sur la commune de Gonesse un entrepôt frigorifique, constitué de 4 cellules de stockage de produits frais, pour un volume maximal de 100 000 m³ et ce, pour les magasins Franprix.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Analyse du compte rendu d'inspection Périodique	Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.3.3	Sans objet
3	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.4	Sans objet
5	Vérification des échéances de La requalification périodique	Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie A.3.2	Sans objet
6	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 3.VI	Sans objet
7	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28 décembre 2016, article R. 557-14-2	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I	Sans objet
9	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des équipements sous pression du site est réalisé avec sérieux. Les documents attestant des différents contrôles réglementaires sont tenus à disposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection, par courriel du 18 juin 2024 la liste des équipements sous pression. Dix-huit équipements sous pression (hors tuyauteries) sont recensés sur cette liste se présentant sous la forme d'un tableau récapitulatif avec le nom de l'ensemble et les différents récipients qui composent cet ensemble, le nom du constructeur, le modèle, le numéro de fabrication, la date de mise en service, les dates des différentes vérifications... Ils sont classés par ensemble, de 1 à 3, chaque ensemble ayant six ESP, sur une page. Une autre page détaille les caractéristiques des éléments de sécurité tels que les soupapes et pressostats.</p> <p>La maintenance des équipements sous pression (ESP) est suivie par l'exploitant et le mainteneur via un portail de partage mis en place par CLAUGER, le mainteneur. La liste à jour des équipements est récupérée directement sur ce portail. Le portail a été présenté à l'inspection. Il y a une partie fabrication par système et une partie exploitation (rapports de vérification). Pour l'ensemble n°1, le plan d'inspection a fait l'objet d'une revue.</p> <p>L'ensemble des données attendues et exigibles par la réglementation sont présent sur cette liste.</p> <p>Aucun des équipements listés n'est indiqué comme étant "réformé" ou "au chômage" dans la liste des équipements sous pression transmise par l'exploitant.</p> <p>L'ensemble des équipements listés en activité, sont à jour de leurs contrôles périodiques : inspection périodique et requalification périodique.</p> <p>Pour la suite de l'inspection, l'Inspection a choisi par sondage de vérifier les ESP de l'ensemble n°1 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le séparateur de 1371 m³ portant le numéro de fabrication 19700 ;• le condenseur, d'un volume de 1251 m³ portant le numéro de fabrication H1100949903. <p>Les caractéristiques techniques de ces équipements sont jointes en annexe du présent rapport.</p> <p>Ces ESP sont contrôlés suivant le cahier technique professionnel du 23 juillet 2020 pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression. Le document reprenant le plan d'inspection approuvé en 2021 par l'APAVE a été présenté à l'inspection tel que précisé ci-avant.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : C.3.3 Contenu de l'inspection périodique En plus des opérations décrites au Chapitre A, le système frigorifique fait l'objet des vérifications suivantes : C.3.3.1 Vérification de l'état du ou des condenseurs du système frigorifique : <ul style="list-style-type: none">• sur l'air<ul style="list-style-type: none">- absence de colmatage des surfaces d'échange ;- bon état de l'échangeur (non écrasement des ailettes...)- bon état de fonctionnement des ventilateurs.• sur l'eau ou autre fluide de refroidissement :<ul style="list-style-type: none">- contrôle de l'écart de température ou de la perte de charge entre l'entrée et la sortie par rapport aux données du fabricant
Constats : <u>Concernant le séparateur:</u> L'exploitant a présenté le dernier compte rendu d'inspection périodique réalisée le 12 août 2022 par la société Johnson Controls France. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté. <u>Concernant le condenseur :</u> S'agissant du condenseur qui est un récipient appartenant à l'ensemble n°1, le rapport d'inspection périodique est le même que celui du séparateur, ces deux récipients faisant partie de l'ensemble n°1. Le compte rendu d'inspection périodique indique que : <ul style="list-style-type: none">- le dossier d'exploitation a été analysé conformément au paragraphe A.2.2.1 du CTP ;- le contrôle visuel a été réalisé conformément au paragraphe A.2.2.2 du CTP ;- l'état du ou des condenseurs a été vérifié conformément au paragraphe C.3.3.1 du CTP ;- l'absence de gaz incondensables ou inabsorbables a été contrôlé conformément au paragraphe C.3.3.2 du CTP ;- les accessoires de sécurité ont été contrôlés conformément au paragraphe A.2.2.3 du CTP. Aucune non-conformité n'a été relevée Enfin, la déclaration de mise en service (DMS) de l'ensemble frigorifique H1100949903 a été présentée à l'inspection. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Les périodicités mentionnées correspondent à des intervalles maximum à respecter entre deux inspections. Celles-ci prennent en compte la catégorie de l'équipement ou de l'ensemble • Récipient de catégorie IV : intervalle maximum entre 2 inspections périodiques : 24 mois ; • Récipient de catégorie II ou III : intervalle maximum entre 2 inspections périodiques : 48 mois. Lorsqu'un système frigorifique comporte plusieurs récipients suivis en exploitation selon le présent chapitre C, la fréquence maximale à prendre en compte est la fréquence correspondant aux récipients suivis selon le présent chapitre C de catégorie la plus élevée.
Constats : Les échéances des vérifications périodiques sont respectées pour les deux ESP vérifiés par sondage : deux ans pour le séparateur et deux ans pour le condenseur. Ce délai est conforme à la périodicité requise au chapitre C pour les systèmes frigorifiques de ce type. Cette périodicité est par ailleurs reprise dans le plan d'inspection. La prochaine inspection périodique des deux équipements doit avoir lieu au plus tard le 12 août 2024 pour le séparateur de 1371 L et pour le condenseur de 1251 L. Ces échéances sont celles reprises dans le tableau de suivi des ESP de l'exploitant. Ces échéances étant proches de l'inspection du 25 juin 2024, l'exploitant a présenté le bon de commande signé le 16 avril 2024 avec le prestataire CLAUGER qui va réaliser la prochaine inspection périodique. La date n'est pas précisée dans le bon de commande mais la périodicité maximale de deux ans pour l'inspection périodique y est bien reprise. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie C.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : A.3.3 Contenu de la requalification périodique Elle consiste en : A.3.3.1. Vérification documentaire selon le § A.2.2.1 (AM 20/11/2017 art. 13 §III c 1er tiret) A.3.3.2. Contrôle visuel (AM 20/11/2017 art. 13 §III c 2ème tiret) En plus des opérations décrites dans le § A.2.2.2, l'OH peut demander la réalisation d'investigation(s),(contrôle(s) ou essai(s)) complémentaire(s) jugé(s) utile(s).(AM 20/11/2017 art . 16 II 8ème tiret) L'inspection de requalification ne comprend pas de vérification intérieure (AM 20/11/2017 art. 16 II 2ème tiret). A.3.3.3 Vérification de la réalisation des contrôles prévus au plan d'inspection (AM 20/11/2017 art 13 §III c 3ème tiret)

L'Annexe II liste les zones à contrôler pour réaliser un examen complet (AM 20/11/2017 art 13 §I).
Cahier Technique Professionnel – Systèmes frigorifiques sous pression – 23 juillet 2020 17
Cette liste est, le cas échéant, complétée par les contrôles relatifs à des modes de dégradation non prévus par le présent CTP mais propres au système frigorifique concerné.

A.3.3.4 Epreuve hydraulique (AM 20/11/2017 art. 13 §III c 4ème tiret)

La requalification périodique ne comprend pas d'épreuve hydraulique.

A.3.3.5 Vérification des accessoires de sécurité (AM 20/11/2017 art. 13 §III c 2ème tiret)

En plus des opérations décrites dans le § A.2.2.3, dès que l'accessoire de sécurité protège un équipement

soumis, il est procédé :

- au retarage des soupapes de sécurité ou à leur remplacement par un accessoire de sécurité assurant la même protection (AM 20/11/2017 art 22 d) ;
- aux contrôles des pressostats HP identifiés comme accessoires de sécurité, par :
 - o augmentation de pression dans le circuit ou par un générateur externe de pression ;
 - ou
 - o abaissement du point de consigne, lorsque cela est possible, afin de vérifier son ou leur déclenchement
 - ou
 - o pour les cas particuliers selon le § E.7.

Lors de la requalification périodique, l'exploitant justifie que:

- la pose d'une soupape neuve ou retarée remonte à 6 mois maximum;
- la vérification du réglage des pressostats de sécurité remonte à 12 mois maximum.

Le retarage ou le remplacement des soupapes de sécurité ou la vérification du réglage des pressostats de sécurité fait l'objet d'un justificatif de la date de pose ou de vérification du réglage qui est intégré au dossier d'exploitation.

En plus des opérations décrites au Chapitre A, le système frigorifique fait l'objet des dispositions du §C.3.3.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier compte rendu de requalification périodique réalisée le 12 août 2022 par la société APAVE qui reprend les deux équipements appartenant au même ensemble n°1. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté. Il est indiqué que les soupapes ont été changées. Les pressostats ont été testés sous azote le 11 juillet 2022 d'après le compte rendu d'inspection périodique en date du même jour. Il est coché dans la conclusion le fait que la requalification est prononcée.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression, partie A.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : A.3.2 Périodicité de la requalification La requalification des équipements sous pression contenant des fluides frigorigènes toxiques est réalisée au plus tous les 6 ans. Pour tous les autres fluides frigorigènes, cette requalification est réalisée au plus tous les 12 ans. Les périodes maximales sont comptées, selon le cas, à partir de la date de la mise en service ou de la précédente requalification périodique.
Constats : <u>Pour le séparateur :</u> L'échéance maximale pour la prochaine requalification périodique reprise dans le tableau de suivi des ESP de l'exploitant est fixée au 12 août 2028. Cette échéance est conforme aux dispositions du cahier technique professionnel relatif au suivi en service des systèmes frigorifiques. <u>Pour condenseur:</u> L'échéance maximale pour la prochaine requalification périodique reprise dans le tableau de suivi des ESP de l'exploitant est fixée au 12 août 2028. Cette échéance est conforme aux dispositions du cahier technique professionnel relatif au suivi en service des systèmes frigorifiques. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Au cours de l'inspection sur site, il a été constaté que la plaque d'identification de l'ensemble n°1 était bien collée sur l'une des armoires électriques. Il n'a pas été possible d'en voir le détail, l'armoire électrique de l'ensemble n°2 étant trop proche de l'ensemble n°1. L'exploitant a prévu de changer l'emplacement de la plaque d'identification afin qu'elle soit visible facilement. Par courriel du 28 juin 2024, l'exploitant a transmis une photo de la plaque d'identification de l'ensemble n°1.

S'agissant du séparateur, la plaque d'identification du séparateur a bien été observée. Elle comporte les informations identiques aux informations d'identification reprises dans le tableau de suivi des ESP de l'exploitant, notamment, la date d'épreuve initiale en 2011, le numéro de fabrication 19700, le modèle OHU 07629, le volume de 1371 L et une pression de service de 28 bars.

S'agissant du condenseur, la plaque d'identification n'a pas pu être observée, le condenseur se trouvant sur le toit de l'entrepôt. Dans le temps imparti par l'inspection, celle-ci n'a pas pu être vérifiée.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28 décembre 2016, article R. 557-14-2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]

Constats :

L'inspection a constaté visuellement que le séparateur est en bon état. L'état du condenseur n'a pu être observé, celui-ci se trouvant sur le toit de l'entrepôt.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Constats :

Les comptes rendus d'inspection périodique du séparateur et du condenseur, qui composent l'ensemble n°1, mentionnent la présence d'accessoires de sécurité, à savoir deux soupapes et un pressostat pour le séparateur et deux soupapes pour le condenseur pour lesquelles l'état de fonctionnement est jugé satisfaisant par le bureau de contrôle.

La valeur de réglage de ces soupapes est de 20 bars et 18 bars pour le pressostat (séparateur) et 20 bars (condenseur). Les pressions de service étant de 28 bars pour le séparateur 23 bars pour le condenseur, les accessoires de sécurité ont donc une pression de déclenchement inférieure à la pression maximale admissible des ESP.

Au cours de l'inspection sur site, il a été constaté la présence des deux soupapes du séparateur dont les numéros de série correspondent aux numéros repris dans le tableau de suivi. Il n'a pas été possible de vérifier les soupapes du condenseur, celles-ci se trouvant sur le toit de l'entrepôt ni du pressostat du séparateur, celui-ci étant déporté sur le toit de l'entrepôt également.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20 novembre 2017, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

Constats :

L'inspection a constaté qu'un autocollant accolé sur l'armoire de chaque ensemble reprend la date de requalification ainsi que la tête de cheval. S'agissant de l'ensemble n°1, la date du 12 août 2022 correspondant à la date de requalification et le numéro 8309-1 de fabrication y sont bien repris.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite